



# Socialistes du 20<sup>ème</sup>

Le journal des adhérents du Parti Socialiste du 20<sup>ème</sup> - Commune de Paris > N° 4 - Février 2011



## EDITO

Qu'attendre de 2011 ? Rien de bien neuf du côté de Nicolas Sarkozy et de son Gouvernement. Aucune modification des orientations de sa politique ; et toujours des motifs de révolte, comme lorsque des ministres affichent sans honte leur soutien aux dictateurs du Maghreb, alors même que le Président dit vouloir renforcer sa crédibilité à travers les questions internationales !

L'espoir, en 2011, viendra justement peut-être de là, de ce souffle démocratique parti hier de la Tunisie, gagnant l'Egypte aujourd'hui, et demain... ? Si le chemin vers la transition démocratique est encore semé d'embûches, on ne peut que saluer la détermination et le courage des peuples de ces pays, qui, au péril de leur vie, ont su lever la tête pour défendre leur liberté et leur dignité. « Les grands ne sont grands que parce que les faibles sont à genoux... » Espoir enfin, en France, pour l'alternative en 2012 ? Pour cela, espérons que la Gauche soit rassemblée, offensive, et porteuse d'un véritable projet de société à même de rétablir la justice sociale et de porter l'Egalité au cœur de ses ambitions. Les socialistes du 20<sup>ème</sup> y contribueront à leur niveau, modestement mais sans relâche.

Fanélie CARREY-CONTE, secrétaire de la section PS 20<sup>ème</sup> - Commune de Paris

## Actu Nationale > L'éducation, priorité pour changer la France

Depuis qu'elle est arrivée au pouvoir, la droite détruit méthodiquement le service public d'éducation. En l'asphyxiant d'abord par la réduction drastique des moyens qui lui sont alloués. 66.000 postes ont été supprimés depuis 2007. Pour la seule année 2011, ce sont 16.000 enseignants de moins qui accueilleront les 60.000 élèves supplémentaires. Cherchez l'erreur.

C'est ensuite en défendant une vision étriquée et réactionnaire de l'éducation que la droite sape le rôle essentiel de formation et d'émancipation intellectuelle et sociale d'un système éducatif. En annonçant par exemple la suppression des allocations familiales en cas d'absences répétées, le gouvernement cherche à se dédouaner de sa responsabilité en la reportant sur les familles. La droite a pour mot d'ordre la dérégulation, pourtant la suppression de la carte scolaire réduit la mixité sociale ; et la suppression de la formation pédagogique des enseignants participe du moins-disant éducatif.

Ce faisant, le gouvernement affaiblit le service public de l'éducation au détriment

du plus grand nombre, pour le mettre en concurrence avec le privé pour le seul bénéfice des acteurs privés (Acadomia, etc.), et des stratégies individuelles.

Pour les socialistes, l'école doit redevenir un outil d'émancipation sociale

Affaiblie, l'école reproduit de plus en plus les inégalités sociales en son sein. Pour le Parti Socialiste, qui a consacré une large part de sa convention Egalité réelle aux questions d'éducation, le cap politique doit à l'inverse être un égal accès à l'éducation pour tous.

C'est dès le plus jeune âge que les inégalités commencent. C'est pourquoi les socialistes proposent de concentrer les moyens sur les premières années de scolarité. Pour cela il faudra développer la scolarisation précoce par un droit à la scolarité dès 2 ans, une scolarisation obligatoire dès 3 ans, la garantie d'un meilleur encadrement en primaire par des classes à effectifs réduits, le renfort

éventuel d'un second enseignant dans certaines classes et une rénovation pédagogique.

Les rythmes de l'école doivent être construits pour les élèves. Les socialistes proposent la mise en place des 5 jours éducatifs par semaine qui incluront l'enseignement, ainsi que des activités culturelles et sportives organisées avec des associations, les parents et les collectivités locales.

Pour garantir l'égalité territoriale, les socialistes construiront une nouvelle carte scolaire basée sur un indice de mixité sociale. De même, les moyens alloués seront différenciés par établissement selon les besoins.

Ces mesures doivent permettre par le Service Public de relever le défi de l'éducation pour tous.

>>> Toutes les propositions socialistes sont sur : [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

## Focus 20<sup>ème</sup> > Santé : les inégalités se creusent !

L'année 2011 commence par un inquiétant constat : en matière de santé, les Franciliens ne sont pas logés à la même enseigne. Selon une étude de l'Agence Régionale de Santé (ARS) consacrée à l'espérance de vie et à l'accès aux soins, il est préférable de vivre dans les Hauts-de-Seine plutôt qu'en Seine-Saint-Denis pour espérer vivre deux ans de plus. Ainsi, « de profondes inégalités entre le nord et le sud d'une ligne virtuelle tracée entre le nord-ouest et le sud-est » de l'Île-de-France existent, même si « globalement les 11 millions de Franciliens sont en bonne santé ».

Le président de l'ARS précise même que « certaines inégalités de santé, directement liées au niveau social, ont progressé ».

La question sociale donc, encore et toujours au cœur du quotidien des Français. Car c'est bien le niveau de revenu, les conditions de logement, la scolarisation qui influent directement sur la santé. Les quartiers populaires sont donc les plus touchés par le risque sanitaire. Autre handicap : dans les zones de forte précarité, l'offre de soin est insuffisante. Résultat : chômeurs et travailleurs pauvres renoncent à se soigner faute d'argent !

L'analyse de quelques indicateurs de bien-être est parlante. L'espérance de vie pour les hommes en Seine-et-Marne est la plus basse d'Île-de-France quand les Hauts-de-Seine sont en tête. Pour ce qui concerne la mortalité infantile, elle est la plus élevée en Seine-Saint-Denis. Dans ce département, un enfant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté, ce n'est donc pas un hasard. Enfin, la tuberculose est de retour en région parisienne, avec un cas pour 3 630 habitants à Paris, et un cas pour 3 270 habitants en Seine-Saint-Denis.

Cependant, si l'ARS déplore cette situation, l'Agence est elle-même le bras armé d'une politique, qui via la loi Hôpital Patient Santé Territoire (dite loi HPST, 2009) démantèle jour après jour le service public de la santé. Nous avons, dans notre arrondissement, vu les prémices de ces choix, avec la fermeture

**« C'est bien le niveau de revenu, les conditions de logement (...) qui influent sur la santé »**

programmée du Centre IVG de Tenon. Il ne s'agissait pas d'une affaire purement

parisienne, puisque cette fermeture mettait en péril l'accès aux soins des habitants de l'est parisien et des communes limitrophes. La mobilisation des militants de gauche, des syndicats, des élus, a payé puisque le projet n'aboutira pas. Mais nous devons rester vigilants !

L'ARS doit dévoiler un plan d'action régional en juin 2011. Nous jugerons sur pièce mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les socialistes feront de l'égal accès aux soins pour tous une pierre angulaire du projet pour 2012.



## AGENDA



> 09/02 : Comité local d'urbanisme sur le logement et l'habitat - salle des fêtes de la Mairie, 19h

> 10/02 : conférence sur la sculpture au 20<sup>ème</sup> siècle - salle des mariages, 15h

> 10/02 : grève du personnel de l'éducation nationale contre les 16 000 suppressions de postes et le budget 2011

> jusqu'au 19/02 : exposition photographique de 10 artistes français proposant leur regard sur la Chine - salon d'honneur de la mairie du 20<sup>ème</sup>

> 19/02 : conférence logement et urbanisme sur la période de l'entre-deux guerres et la loi Loucheur - Pavillon carré Baudouin, 15h

> 21/02 : la mairie du 20<sup>ème</sup> et le comité Mémoire vive, mémoire commune du 20<sup>ème</sup> vous invitent à rendre hommage au groupe Manouchian, francs-tireurs et partisans exécutés par les nazis en 1944 - 36 rue du Groupe Manouchian, 18h

> jusqu'au 26/02 : exposition « Beautitudes » du peintre-plasticien Alain Guillon - médiathèque Duras

> 8/03 : journée internationale des droits de la femme

> 20 et 27 mars : élections cantonales - 2 023 cantons des départements de métropole (hors Paris), d'outre-mer et de Mayotte renouvelleront leurs conseillers généraux.

## 4 questions à...

### Mouhieddine CHERBIB

militant tunisien, membre du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme

#### > Quelle était la situation de la démocratie et des droits de l'Homme sous Ben Ali ?

MC > Ces dernières décennies, la Tunisie a vécu une dictature sournoise, derrière la carte postale de «la Douce Tunisie du Jasmin». La situation était marquée par une absence totale d'espace de liberté, en premier lieu desquelles les libertés d'expression, de publication et d'organisation. Les militants des droits de l'Homme étaient persécutés, Internet contrôlé, la justice aux ordres et la torture la règle dans les commissariats et les prisons. Il faut ajouter à tout cela, la corruption de la famille régnante et des proches du pouvoir.

#### > Les jeunes ont semblé être au coeur de la mobilisation...

MC > Les moins de 24 ans représentent plus de 60% de la population, la jeunesse a été l'acteur principal de cette révolution tunisienne, c'est une jeunesse éduquée et fortement diplômée. Cette jeunesse souffre d'un important taux de chômage, surtout dans les régions pauvres du pays comme Sidi Bouzid, Gafna, Kesserine... Plus de 200.000 diplômés-chômeurs en Tunisie. Face à l'absence totale d'espace de liberté, la jeunesse tunisienne s'est réfugiée dans Internet, on compte près de deux millions d'adhérents dans les réseaux sociaux (facebook, twitter) et des milliers jeunes blogueurs. Grâce aux nouveaux outils de communication, ces jeunes ont été le carburant de la mobilisation.

#### > Maintenant que Ben Ali est parti, quelles sont vos espérances ? vos attentes ?

MC > Le dictateur est parti mais il reste le plus gros, c'est à dire la construction de la démocratie. Il nous faut réformer toutes les institutions et se débarrasser de toutes les réflexes et pratiques non démocratiques dans la société. L'aspiration du peuple et surtout de la jeunesse est de retrouver la dignité, la liberté et la démocratie. Nous avons à aider à bâtir la Tunisie moderne, libre, tolérante respectueuse des valeurs universelles de la démocratie. Nous appelons tous les démocrates à travers le monde à aider à accompagner ce processus démocratique qui doit passer par l'organisation d'élection libre et transparente. Nous attendons que le nouveau pouvoir issu de la révolution trouve des solutions radicales au chômage de la jeunesse des diplômés ; et s'attèle au développement économique, social et culturel des régions laissées pour compte par le passé.

#### > Peut-on assister à une « exportation » de « la révolution de Jasmin » dans le reste monde arabe ?

MC > Contrairement à l'idéologie dominante qui annonce que les pays de cultures musulmanes ne peuvent s'accommoder avec la démocratie, la révolution tunisienne et les slogans des manifestants dans les villes tunisiennes, ont prouvé le contraire. Tous les peuples arabes ont accueilli avec beaucoup de joie la chute de la dictature en Tunisie. Ce que nous voyons en Egypte et dans les autres pays arabes confirment la volonté de tous les peuples arabes de vivre dans la liberté et en Démocratie.

## Retour sur > La convention Egalité réelle

Après un mois de débats entre militants, le Parti socialiste a adopté un texte sur l'Egalité réelle lors d'une convention nationale le 11 décembre dernier. Alors que nous vivons dans une société de plus en plus inégalitaire, nous réaffirmons notre volonté de réhabiliter la puissance publique comme outil de lutte contre les discriminations. En effet, seul le rétablissement d'un service public fort permettra de tendre vers l'égalité ; égalité entre les territoires, égalité d'accès aux soins, égalité d'éducation...

L'Etat devra aussi retrouver son rôle de garant de l'égalité en veillant à renforcer la démocratie sociale en entreprise et à assurer une plus juste répartition des richesses créées. Il devra aussi permettre l'émancipation des jeunes, garantir l'égalité homme - femme, organiser la prise en charge de la dépendance. Pour y parvenir, de nouveaux investissements publics et une réforme fiscale d'ampleur seront à instaurer. Ces défis seront de plus en plus prégnants et les Français seront attentifs à ce que nous y répondions.



## Vie de la section > Il y a 140 ans, la Commune de Paris !

Cette année nous fêterons les 140 ans de la Commune de Paris. Une formation sur l'histoire de la Commune de Paris fut organisée en décembre dernier au sein de la section du PS du 20<sup>ème</sup>. Elle fut animée par Jean-Louis Robert de l'association Les Amis de la Commune de Paris de 1871 ; l'occasion de revenir en quelques lignes sur ce moment d'histoire qui donne son nom à notre section.

L'année 1870 fut très dure pour les Parisiens, assiégés par les Prussiens. Le 28 février 1871, la nouvelle assemblée nationale, majoritairement royaliste, conclut les accords de paix. Les Parisiens considèrent ce traité comme une trahison du pouvoir de Versailles.

Le 18 mars 1871, Thiers, chef du gouvernement, met le feu aux poudres en envoyant des soldats prendre les canons de la Garde républicaine, achetés par les Parisiens pen-

dant le siège. Le soir même, le comité central de la Garde occupe l'Hôtel-de-Ville et tous les ministères. Le 26 mars, les Parisiens sont appelés aux urnes. Avec 70 élus communards sur 90, le 28 mars, la Commune est proclamée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. S'en suivront deux mois où de nombreuses mesures progressistes seront prises : séparation de l'Eglise et de l'Etat, généralisation de l'Ecole laïque, gratuite et obligatoire, réquisition des logements vides, etc.

Le 21 mai, les Versaillais pénètrent dans Paris. Ainsi débute la semaine sanglante. Environ 20 000 communards sont exécutés sommairement dont 140 au Père-Lachaise et 40 000 sont arrêtés et emprisonnés ou déportés. Ils ne seront de retour qu'après l'armistice de 1880.

>>> Pour plus d'informations, contactez l'association des Amis de la Commune de Paris 1871

## Ca bouge dans le 20<sup>ème</sup> > A Tenon, la mobilisation des militants et des élus a fait céder l'AP-HP !

Les militants et élus socialistes ont mené une dure bataille aux côtés des habitants, des associations notamment le collectif unitaire pour la réouverture du centre IVG et de l'ensemble du corps médical de l'hôpital Tenon. Les problèmes rencontrés à l'Hôpital Tenon découlent directement de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires qui a pour objectif principal la diminution des dépenses de santé. Réaffirmant leur attachement au combat pour l'émancipation des femmes et à leur droit à disposer de leur corps, les socialistes ont fermement revendiqué la néces-

sité d'une antenne de planification familiale et d'un véritable centre IVG, dans un arrondissement qui compte 200000 habitants. Le relais institutionnel a parfaitement fonctionné. Au niveau municipal, le Conseil d'arrondissement du 12 octobre 2010 a adopté à l'unanimité un vœux allant en ce sens. La Maire a organisé une réunion publique d'information à la mairie. Les élus municipaux et les parlementaires ont défilé à plusieurs reprises et interpellé le gouvernement. Une mobilisation sur tous les fronts qui a fini par une belle victoire.

## 20<sup>ème</sup> > les brèves

#### > Exposition « Nouveaux tableaux parisiens » au Pavillon Carré Baudouin

Jusqu'au 19 mars, la mairie du 20<sup>e</sup> et la mairie de Paris nous invitent à découvrir 45 œuvres témoignant de la transformation de la ville par le chantier T3. Quatre artistes proposent une réponse poétique à ce programme d'aménagement urbain.

Pavillon Carré de Baudouin, 121 rue de Ménilmontant, du mardi au samedi de 11h à 18h. Entrée libre. Renseignement : 01 58 53 55 40. Plus d'informations sur <http://demarche-artistique.tramway.paris.fr>

#### > 4.052.000

C'est le nombre de chômeurs inscrits en France métropolitaine fin 2010, soit une augmentation de 5,3% (+ 202 500 personnes) en un an. François Fillon a confié être «convaincu» qu'en 2011 le gouvernement allait «faire reculer le chômage» grâce à la croissance et «aux mesures prises». Pourtant la France comptait 795.900 chômeurs de moins en décembre 2008, et le président Sarkozy avait annoncé une baisse du chômage pour l'année... dernière.

#### > Inscription sur les listes électorales

Pour voter en 2012, il faudra être inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre 2011. Rendez-vous au service des élections à la mairie du 20<sup>ème</sup>, place Gambetta. Ouverture du lundi au samedi de 8h30 à 17h (sauf jeudi jusqu'à 19h30 et samedi jusqu'à 16h). Plus d'informations au 01 43 15 21 81.

#### > Les primaires : c'est parti !

Le PS, avec tous les partis qui souhaitent s'y associer, dans une perspective de rassemblement de la Gauche, organise des Primaires ouvertes à tous les citoyens de Gauche pour choisir son candidat à la présidentielle de 2012. Comment ça marche ? Le dépôt des candidatures sera ouvert du 28 juin au 13 juillet. Le premier tour aura lieu le 9 octobre, le second le 16. Qui peut voter ? Tout citoyen inscrit sur les listes électorales (ainsi que les mineurs qui auront 18 ans au moment de la présidentielle, et les étrangers membres du PS ou du MJS). Un site spécial sera mis en ligne pour vous permettre de trouver le votre. Plus d'informations sur [www.parti-socialiste.fr/primaires](http://www.parti-socialiste.fr/primaires) et à [contact@ps20eme.fr](mailto:contact@ps20eme.fr)

#### > Hommage au Groupe Manouchian

En 1944, 24 Francs-tireurs et partisans - main-d'œuvre immigrés, mouvement de résistance armée à l'occupation nazie, du groupe de Missak Manouchian et de l'Affiche rouge, sont jugés par le tribunal militaire allemand du Grand-Paris. Après un simulacre de procès, 22 seront fusillés sans délais, une sera décapitée quelques mois plus tard et un sera transféré devant une juridiction française. La mairie du 20<sup>ème</sup> vous invite à leur rendre hommage le lundi 21 février devant le 36 rue du Groupe-Manouchian à 18h.

Restons en contact > PARTI SOCIALISTE - Section du 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris - 2, rue Ernest Lefèvre 75020 PARIS - Métro Gambetta (3) ou Pelleport (3bis) -

Bus 60 et 61 - arrêt Pelleport-Gambetta - Permanences tous les samedi : 12h > 14h - [www.ps20eme.fr](http://www.ps20eme.fr) - [contact@ps20eme.fr](mailto:contact@ps20eme.fr)

OURS > Directrice de publication : Fanélie CARREY-CONTE > Responsable éditoriale : Nadège ABOMANGOLI > Rédacteurs : Constance, Fred, Lucas, Martin, Olivier, Romain, Sarah et Tristan

